« Il faut sortir la politique de l'immigration de la polarisation idéologique »

Le livre que vous venez de publier (1) prône une politique d'immigration « équilibrée » qui pourrait « réunir tous les Français ». N'est-ce pas irréaliste au regard du climat actuel ?

J'ai interrogé des dizaines d'acteurs de la politique d'immigration, des policiers, agriculteurs, commerçants, responsables d'entreprises et d'associations. J'en ressors convaincu que sur le terrain, entre concitoyens, on fait les mêmes constats et on travaille plutôt bien ensemble, à l'inverse de ces politiques qui hystérisent le débat. À Nice (Alpes-Maritimes) où je vis en partie, je rencontre beaucoup de gens proches du Rassemblement national.

Les racistes et antisémites, ils existent. Mais la plupart d'entre eux ne sont pas d'un seul bloc. Souvent, ils sont contre l'immigration en général, mais le sont moins quand on aborde le sujet de la difficulté à embaucher des travailleurs dans l'agriculture ou la restauration.

La gauche et la droite ont-elles selon vous cessé de penser l'immigration ?

Elles sont à l'égard de l'immigration dans une relation agressive pour la droite et l'extrême droite – un moratoire, sortir de la Constitution, de l'Union européenne – ou passive, à gauche – en proposant sans cesse la « régularisation ». N'avoir comme politique que la régularisation, c'est comme si en politique fiscale, on ne proposait que l'amnistie. À droite comme à gauche, il y a la même carence à élaborer une stratégie pour organiser la politique de l'immigration.

« N'avoir comme politique que la régularisation, c'est comme si en politique fiscale, on ne proposait que l'amnistie. »

L'ex-Insoumis François Ruffin s'est fait traiter de « fasciste » par une partie de la gauche pour s'être dit défavorable à l'immigration de travail. Qu'est-ce que cela révèle ?

Mais il accepte l'immigration fondée sur des droits fondamentaux (asile politique ou lien de famille) : il prône donc la politique menée par la France entre 1974 et 2000. Je ne suis pas d'accord avec ce qu'il propose, mais les gouvernements de Mitterrand et de Jospin où siégeaient socialistes, écologistes, communistes et Jean-Luc Mélenchon, qui pratiquaient l'arrêt de l'immigration de travail, n'étaient en rien fascistes.

Encore faut-il s'accorder sur le constat. Vous citez à la fois Stephen Smith, accusé à gauche d'avoir exagéré les perspectives migratoires et François Héran, accusé à droite de minimiser les chiffres. Est-ce à dessein ?

En fait, les travaux de l'un et de l'autre ne s'opposent pas. Le premier, journaliste, a enquêté sur les désirs de départ de la jeunesse africaine tandis que le second, démographe, tente d'évaluer les flux à venir. L'écart entre l'aspiration au départ et la réalité de la présence s'explique en grande partie par les dispositifs de contrôles mis en place par l'Union européenne – notamment les visas. Ils dissuadent la plupart des aspirants à l'émigration.

Si l'on regarde les chiffres : dans les vingt-cinq dernières années, de 1999 à 2024, l'immigration en France a augmenté de 56 %, passant de 7,3 % à 11,3 % de la population française, avec une moitié venant d'Afrique contre 37 % en 1999. 133 000 arrivées par an n'est en rien une « *submersion* ». Mais dans certaines régions, l'augmentation a été de 180 % (Pays de la Loire) ou 200 % (Bretagne) sans que cela ait été anticipé ou géré. Cette augmentation est due à la situation internationale et à l'ouverture à l'immigration de travail ou étudiante, mais aussi à des dysfonctionnements franco-français.

124 000 obligations de quitter le territoire français (OQTF) ont été prononcées en 2024 à l'encontre d'étrangers en situation irrégulière, record d'Europe.

Pour refonder une politique de l'immigration, vous proposez de créer un ministère dédié. N'est-il pas provocateur de vouloir restaurer ce qui avait été tenté sous Nicolas Sarkozy ?

Longtemps dispersés entre trois ministères – travail, intérieur et affaires étrangères –, les services de l'immigration ont été rassemblés en 2007 par Nicolas Sarkozy d'abord dans un ministère mal nommé « de l'identité nationale », puis en 2010 au sein du ministère de l'intérieur. Résultat, ce ministre fait ce qu'il sait faire, de l'ordre public, à temps partiel. Et cela ne marche pas.

124 000 obligations de quitter le territoire français (OQTF) ont été prononcées en 2024 à l'encontre d'étrangers en situation irrégulière, record d'Europe. Mais 11,4 % seulement ont été suivies d'effet contre 26,7 % en Allemagne ou 58,2 % en Suède. Pourquoi ? La masse des irréguliers travaille et le ministère de l'intérieur ne sait pas gérer le marché du travail, ni d'ailleurs l'enseignement supérieur pour ce qui est des étudiants.

Voilà pourquoi il faut un ministre à temps plein, rattaché au premier ministre pour bénéficier de ses arbitrages, et à même d'intervenir dans tous les domaines qui le concernent : affaires étrangères, éducation et enseignement supérieur, santé, sports, et bien sûr travail et intérieur. L'enjeu est de remettre le travail au centre de la politique d'immigration.

Nous avons aussi besoin au Parlement d'une expertise politique partagée qui pourrait aider au retour à la raison, au consensus, en matière de politique d'immigration. En plus de l'évaluation, le Parlement pourrait être chargé de la collecte et de la production de la statistique.

Recueilli par Bernard Gorce

(1) De l'immigration en France, *Grasset, 208 p., 18 €.*

Patrick Weil
Directeur de recherche émérite au CNRS, auteur de De l'immigration en France *(1)*

(Source photo : Grasset)

L'historien estime qu'il existe une politique de l'immigration possible entre l'approche jugée *« passive »* de la gauche et celle *« agressive »* de la droite. Patrick Weil propose la création d'un ministère de l'immigration avec une vraie stratégie pour repenser la place des travailleurs étrangers.

Lors des vendanges dans les vignes de la commune de Juillac (Corrèze), le 30 août 2024, avec des travailleurs étrangers et saisonniers. *Fabien Cottereau/Sud Ouest/MaxPPP*